

DISS. ETH NO. 20084

Power to prey: obstacles to democratization in Southeastern Europe

A dissertation submitted to
ETH ZURICH
for the degree of
Doctor of Sciences

Presented by
Danijela Dolenec

Master of Science, London School of Economics and Political Science
DOB: August 4, 1977.
Citizen of Croatia

Accepted on the recommendation of
Examiner: prof. Frank Schimmelfennig
Co-examiners: prof. Grzegorz Ekiert, assist. prof. Daniel Bochsler

2011

Doctoral thesis abstract

This thesis addresses the question of why democratization in Southeastern Europe fails to reach levels comparable to Central Eastern Europe. The main argument is that the dominance of illiberal parties over regime change produced a mode of rule which coalesced into a fundamental feature of these regimes that continues to obstruct the establishment of rule of law. The theoretical framework situates illiberal party dominance within historical legacies of socio-economic development and regime type during communism. It is argued that historical legacies conditioned the parameter of political choice during regime change, while the resulting supply of political parties interacted with EU conditionality to produce more and less successful democratization outcomes. Since in some Southeastern European countries violent conflicts occurred, ways which war exacerbated the illiberal mode of rule are incorporated into the analysis of divergent democratization trajectories.

The theoretical framework is empirically tested through a mixed-method research design that includes fourteen European post-communist countries from Southeastern and Central Eastern Europe. Initial verification for the theoretical framework is provided through analyses of bivariate relationships which establish association between key explanatory factors - historical legacies, political party dynamics and EU conditionality - and divergent democratization trajectories. After that, findings of fsQCA establish illiberal party dominance as the central part of the causal recipe for stalled democratization. Illiberal party dominance connects all Southeastern European cases analysed in the study (Albania, Bulgaria, Croatia, Macedonia, Romania and Serbia), with the qualification that in some cases this explanatory factor is combined with inhibiting historical legacies, while in others the causal recipe includes the occurrence of a violent conflict that postponed EU integration. The causal recipe for successful democratization, which encompasses Central Eastern European cases, is a combination of facilitating historical legacies and early EU integration.

Process tracing in the case studies of Croatia and Serbia reconstructs ways in which the mode of rule that evolved in the early 1990s reproduced itself after 2000 despite the strengthening of formal democratic institutions. The mode of rule that links illiberal party dominance to weak rule of law is empirically traced by focusing on the three processes of power concentration, conversion and dispersion. It is shown how in the early 1990s democratic institutions were abused through arbitrary rule, concentration of power and violation of the division of power between branches of government. Secondly, it is shown how political power was converted to economic power through corrupt privatizations, while partial economic reform ensured that insider advantages were secured. Finally, a process of re-feudalization is identified, showing how informal networks of loyalty became the structuring principle of governance. After establishing the evolution of these processes, the case studies trace how these identified features of the mode of rule were preserved after the democratic turn at the 2000 elections. By identifying ways in which the mode of rule from the 1990s has continued to burden democratization until the present, these findings further strengthen the main argument advanced in the thesis.

Résumé de la thèse de doctorat

La présente thèse traite les raisons pour lesquelles la démocratisation en Europe du sud-est n'a pas réussi à atteindre les niveaux comparables à ceux de l'Europe centrale orientale. L'argument principal est que la domination des partis illibéraux sur le changement de régime a engendré un mode de gouvernement qui est devenu une caractéristique fondamentale de ces régimes qui continue à empêcher l'établissement de l'état de droit. Le cadre théorique situe la domination des partis illibéraux dans le contexte des héritages historiques du développement socio-économique et du type de régime de l'époque communiste. Il est soutenu que les héritages historiques ont conditionné le paramètre du choix politique lors du changement de régime, alors que l'offre conséquente des partis politiques en interaction avec la conditionnalité de l'adhésion à l'UE a produit des résultats de la démocratisation plus ou moins réussis. Compte tenu des conflits violents qui se sont produits dans certains pays de l'Europe du sud-est, les manières dont la guerre a aggravé le mode illibéral de gouvernement sont incorporées dans l'analyse des trajectoires divergentes de la démocratisation.

Le cadre théorique est testé empiriquement par une recherche à méthodologie mixte comprenant quatorze pays européens postcommunistes de l'Europe du sud-est et l'Europe centrale orientale. La vérification initiale du cadre théorétique est assurée par le biais des analyses des relations bivariées établissant une association entre les facteurs explicatifs clés – les héritages historiques, le dynamisme des partis politiques et la conditionnalité de l'adhésion à l'UE – et les trajectoires divergentes de la démocratisation. Ensuite, selon les résultats de la méthode EF de l'AQQC, la domination des partis illibéraux constitue l'ingrédient principal de la recette causale pour une démocratisation stagnante. La domination des partis illibéraux caractérise tous les cas provenant de l'Europe du sud-est analysés dans l'étude (Albanie, Bulgarie, Croatie, Macédoine, Roumanie et Serbie), mais dans certains cas ce facteur explicatif est combiné avec les héritages historiques inhibiteurs alors que dans les autres la recette causale comporte les conflits violents qui se sont produits et qui ont ralenti l'intégration dans l'UE. La recette causale pour une démocratisation réussie, qui s'est produite dans les pays de l'Europe centrale orientale, résulte d'une combinaison des héritages historiques facilitants et de l'intégration rapide dans l'UE.

La méthode de *process-tracing* dans l'étude des cas de la Croatie et de la Serbie restitue les manières dont le mode de gouvernement développé au début des années 1990 s'est reproduit après 2000 en dépit du renforcement des institutions démocratiques formelles. Le mode de gouvernement associant la domination des partis illibéraux à l'état de droit faible est retracé empiriquement en mettant l'accent sur les processus de la concentration, de la conversion et de la dispersion de pouvoir. Il est démontré comment au début des années 1990 les institutions démocratiques étaient abusées par le gouvernement arbitraire, par la concentration du pouvoir et par le non respect de la séparation des pouvoirs entre les trois branches du gouvernement. Deuxièmement, il est démontré comment le pouvoir politique a été converti en pouvoir économique par le biais des privatisations corrompues alors qu'une réforme économique partielle a assuré les avantages pour les initiés. Et finalement, un processus de la reféodalisation est identifié, démontrant comment les réseaux informels de fidélité sont devenus le principe structurant la gouvernance. L'évolution de ces processus établie, l'étude des cas retrace la façon dont ces caractéristiques du mode de gouvernement identifiées ont été préservées après les changements démocratiques aux élections de 2000. En identifiant comment le mode de gouvernement des années 1990 a continué à peser sur la démocratisation jusqu'à nos jours, ces résultats corroborent encore plus l'argument principal avancé par la présente thèse.